

Territorialité et environnement au coeur d'une réunion sur les pôles

WASHINGTON, 4 avr 2009 (AFP) - Les revendications territoriales sur les fonds marins de l'Arctique et la préservation de l'environnement dans l'Antarctique figureront lundi au coeur de la première réunion diplomatique consacrée aux deux pôles. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, ouvrira à Washington les travaux de cette réunion qui se poursuivra le reste de la semaine à Baltimore (Maryland), à une cinquantaine de kilomètres au nord de Washington. Même si le programme officiel ne mentionne que la célébration du 50e anniversaire du Traité de l'Antarctique, qui a réservé la région du pôle sud aux activités pacifiques et a garanti la liberté de recherche scientifique, c'est de pétrole et de plateau continental autour du pôle nord que les délégations de haut rang vont discuter. Alors que le réchauffement climatique a ouvert de nouvelles routes maritimes dans le grand nord, la présence d'importants gisements de gaz et de pétrole suscite des convoitises "féroces" chez les pays riverains de l'Arctique, notait récemment **le nouvel ambassadeur français chargé des négociations internationales sur ce dossier, Michel Rocard**. L'Arctique renfermerait des réserves inexplorées de quelque 90 milliards de barils de pétrole et encore davantage de gaz, selon les estimations de l'agence gouvernementale américaine de recherche géologique, USGS. Ces nouvelles ressources représentent 13% du pétrole non découvert, 30% du gaz naturel non découvert et 20% du gaz naturel liquide non découvert dans le monde. Cinq pays riverains se disputent ce nouvel Eldorado mis à nu par la fonte des glaciers: Etats-Unis, Russie, Canada, Norvège et Danemark, dont l'île du Groenland pourrait devenir indépendante. La Russie, qui a symboliquement planté un drapeau sous le pôle nord en 2007, a annoncé récemment son intention de militariser l'Arctique, pour y protéger ses intérêts. "Il est nécessaire de créer des unités militaires (...) dans la zone arctique de la Fédération de Russie afin d'y assurer la sécurité militaire", a expliqué le Conseil de sécurité russe dans un document publié fin mars. Le gouvernement conservateur canadien, qui a fait de la défense de la souveraineté dans l'Arctique son cheval de bataille, cherche à étendre à 200 milles son contrôle sur les eaux arctiques. Ottawa n'a cessé de réaffirmer ces derniers mois sa souveraineté sur cette région, en particulier sur le Passage du Nord-Ouest, un détroit qui se faufile entre des milliers d'îles inhabitées et qui est perçu par certains comme une voie maritime d'avenir entre l'Europe et l'Asie, grâce à la fonte des glaces. Mais les Etats-Unis et d'autres pays considèrent qu'il s'agit d'une voie maritime internationale, et donc libre de passage. **Pour protéger l'environnement dans le Grand Nord, la France propose une "amélioration de la gouvernance" et parmi les priorités d'une "procédure" à définir avec les pays concernés, figurent "le besoin d'une extension du droit de la pêche" et "une surveillance internationale du trafic maritime", selon Michel Rocard**. Outre les Etats du Conseil de l'Arctique, la réunion regroupera aussi ceux du Traité de l'Antarctique, premier traité moderne de contrôle des armements. Or cette région est elle aussi confrontée au réchauffement climatique, qui pourrait accélérer dramatiquement les cycles de disparition de la calotte glaciaire, ce qui provoquerait une montée de 5 mètres du niveau des océans, menaçant des